

We must, all of us, come to grips with the fundamental issues involved in integrating environmental and economic considerations into our decision-making. My government will, over the coming months, consult with provincial governments, industry and environmental leaders to explore means of complementing current regulatory approaches with innovative instruments that would achieve positive environmental results without prejudicing economic prosperity.

Increasing economic prosperity is first and foremost an issue of people. Canada's ability to prosper in a global economy will be determined by the level of Canadians' educational achievement, by the sophistication of our management skills and by our attitudes to work and to change. In the dawning knowledge age, how well we live will depend on how well we learn.

Canadian men and women must have access to both the skills and the lifelong learning opportunities necessary to improve their job prospects and ensure their own prosperity. But Canadians are questioning whether this country's approach to learning, despite the great dedication of so many talented educators and administrators, is adequate for the times.

The issue is not exclusively, or even primarily, money. Canada already spends more money per capita on education than almost any other industrialized nation does. Every year the federal government alone spends about eleven billion dollars, directly and indirectly, on education and training. The issue is results.

- Three out of ten students drop-out of high school before graduating.
- Four out of ten adults cannot read or do math well enough to perform everyday tasks.
- Canadian industry spends less than half as much on training its employees as American industry does, a fifth as much as the Japanese and an eighth as much as the Germans.

This is not the kind of performance that will guarantee increasing prosperity for our children; in fact, it has given rise to concerns whether the next generation of Canadian men and women will be the first to have a lower standard of living than their parents.

The time has come to reach a national consensus on performance, goals, partnerships and priorities for learning. As part of my government's new agenda for prosperity, a discussion paper on learning will be published to stimulate and focus discussion on education and training.

My government recognizes that education is a provincial responsibility under the constitution and respects that fact. My government also recognizes that Canadians are concerned about education, and would like to see Canada-wide goals established, with provincial endorsement and cooperation, for the year 2000. These goals could include:

Nous devons tous reconnaître les grands enjeux liés à l'intégration des considérations écologiques et économiques dans nos processus décisionnels. Au cours des mois à venir, mon gouvernement consultera les gouvernements provinciaux et les leaders du secteur industriel et des milieux écologistes pour explorer, parallèlement à notre actuelle démarche réglementaire, des façons novatrices d'atteindre les résultats souhaités en matière d'environnement sans nuire à la prospérité économique.

La prospérité économique est d'abord et avant tout une question de ressources humaines. Notre degré de réussite dans l'économie planétaire sera fonction de notre performance en éducation, du perfectionnement de nos compétences de gestion et de notre attitude à l'égard du travail et du changement. À l'aube de l'ère du savoir, notre qualité de vie dépendra de la qualité de nos connaissances.

Les Canadiens et les Canadiennes doivent avoir accès à la fois aux compétences et aux possibilités d'éducation et de formation continues dont ils auront besoin pour améliorer leurs perspectives d'emploi et garantir leur propre prospérité. Cependant, ils se demandent si, malgré le grand dévouement et le talent de nos enseignants et de nos administrateurs, notre pays n'a pas une conception dépassée de l'éducation et de la formation.

Ce n'est pas exclusivement, ni même principalement, une question d'argent. Le Canada dépense déjà plus par habitant, à ce chapitre, que la plupart des autres pays industrialisés; à lui seul, le gouvernement fédéral y consacre, directement et indirectement, quelque onze milliards de dollars chaque année. C'est plutôt une question de résultats :

- trois élèves sur dix quittent l'école avant d'avoir terminé leurs études secondaires;
- quatre adultes sur dix ne savent pas assez lire ou compter pour fonctionner efficacement dans leur vie de tous les jours;
- les entreprises canadiennes dépensent moitié moins que leurs concurrents américains pour former leurs employés, cinq fois moins que les Japonais, et huit fois moins que les Allemands.

Ce n'est pas ainsi que nous pourrions laisser à nos enfants un pays plus prospère; en fait, on peut même se demander si les Canadiens et les Canadiennes de la prochaine génération ne seront pas les premiers à avoir un niveau de vie inférieur à celui de leurs parents.

Le temps est venu d'établir un consensus national sur les objectifs de rendement, les impératifs de coopération, les buts et les priorités en matière d'éducation et de formation. La publication d'un document de travail à ce sujet, qui fait partie de la nouvelle stratégie de prospérité de mon gouvernement, permettra d'alimenter le débat et d'en cerner les principaux éléments.

Mon gouvernement est conscient que l'éducation est un domaine de compétence provinciale en vertu de la Constitution, et il respecte ce fait. Mais il se rend compte aussi qu'elle préoccupe l'ensemble de la population et aimerait donc voir établir, avec l'appui et la coopération des provinces, des objectifs pancanadiens pour l'An deux mille. Ces objectifs pourraient être les suivants :